

# SYNTHÈSE DOCUMENTAIRE



## Russie, Chine, Turquie en Méditerranée : entre stratégies de puissance et de nuisance

NOVEMBRE 2025

BIBLIOTHEQUE DE L'ÉCOLE MILITAIRE — BAT 12

1 place Joffre  
75007 PARIS

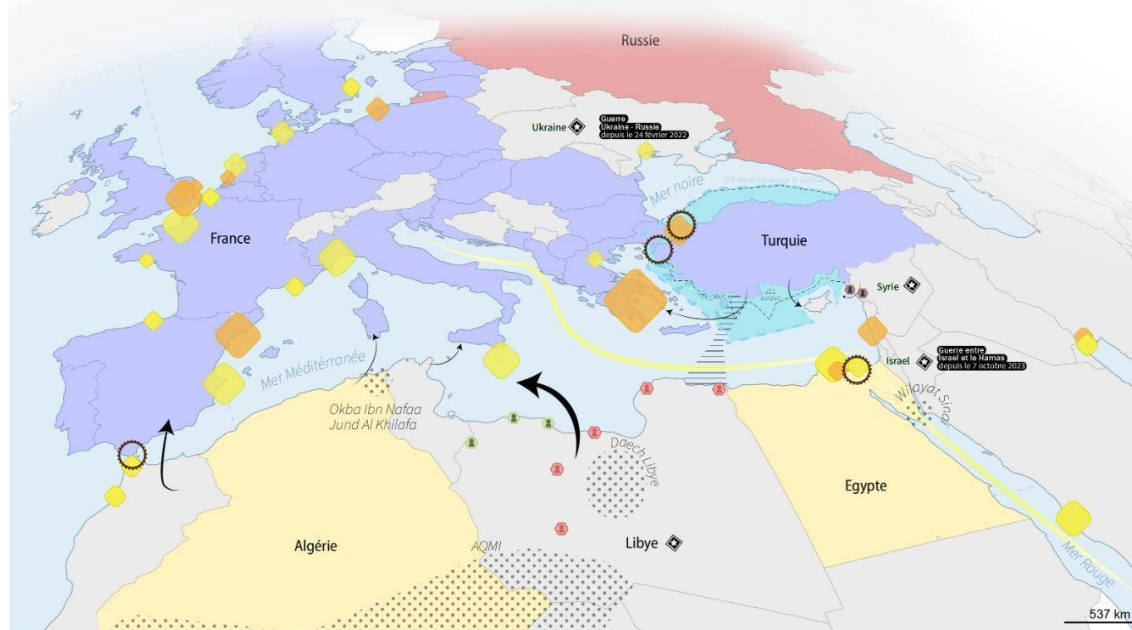
[www.defense.gouv.fr/academ/bibliotheque-lecole-militaire](http://www.defense.gouv.fr/academ/bibliotheque-lecole-militaire)

RÉDACTEUR  
BEM/SAPD/ID

# SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	2
INTRODUCTION.....	3
PARTIE I : UNE REGION QUI CATALYSE LES AMBITIONS RUSSES.....	4
1.1 Une mer dont Moscou veut conserver l'accès.....	4
1.1.1 Former un glacis en Méditerranée orientale.....	4
1.1.2 Une posture défensive, dissuasive et économique.....	5
1.1.3 Guerre hybride.....	6
1.2 Adapter son dispositif en Méditerranée orientale.....	7
1.2.1 L'après Bachar-al Assad, quid du dispositif russe en Syrie ?.....	7
1.2.2 La Libye, nouveau pivot de la stratégie russe en Méditerranée ?.....	8
2   LA CHINE TISSE SA TOILE EN MEDITERRANEE.....	9
2.1 Les infrastructures comme vecteur d'influence : investir pour s'imposer.....	9
2.1.1 La mainmise sur le réseau portuaire méditerranéen.....	9
2.1.2 Les câbles sous-marins.....	10
2.2 Une présence qui se structure davantage sur le plan économique que militaire.....	11
2.2.1 La projection militaire chinoise en Méditerranée.....	11
2.2.2 S'imposer en partenaire indispensable.....	12
3   L'HYBRIDITE STRATEGIQUE TURQUE : ENTRE COOPERATION ET CONFRONTATION.....	13
3.1 Les ambitions néo-ottomanes turques : retrouver une place centrale sur l'échiquier régional.....	13
3.1.1 Une position géostratégique de verrou maritime.....	13
3.1.2 En quête d'une hégémonie maritime, la Turquie est confrontée à ses limites structurelles.....	13
3.1.3 La doctrine Mavi Vatan.....	14
3.2 Ankara structure une politique d'hinterland stratégique pour consolider sa position en Méditerranée.....	15
3.2.1 Diplomatie offensive et exploitation stratégique des États faillis.....	15
3.2.2 Un membre perturbateur de l'OTAN ?.....	15
CONCLUSION.....	16

## La Méditerranée, théâtre des ambitions russes, turques et chinoises



Crédit : BEM/I. Debouzza, octobre 2025

### Un espace stratégique et crisogène

- Membres de l'OTAN
- Principaux conflits armés au cours des deux dernières années
- Passages maritimes stratégiques, sur les neufs mondiaux, quatre sont en méditerranée
- Réseaux terroristes
- Flux migratoires

### La Turquie, un cheval de troie ?

- Zone exclusive économique (ZEE) turque
- ZEE revendiquée par la Turquie
- Facilité militaire avérée ou potentielle
- Accord de délimitation maritime négocié entre la Libye (GUD) et la Turquie en 2019

### La projection russe

- Facilité militaire
- Facilité militaire fragilisée

### Jeu de go chinois

- Présence chinoise dans les contrats d'opérateurs de terminal à conteneur, majoritaire
- , minoritaire
- Route de la soie
- Principaux bénéficiaires d'IDE chinois

## INTRODUCTION

Comme le soulignait Fernand Braudel, la Méditerranée n'est pas une mer, mais une succession de mers. Carrefour unique entre trois continents, Europe, Afrique et Asie, la mer Méditerranée constitue aujourd'hui un espace traversé par des dynamiques d'affrontement, de recomposition régionale et de projection de puissance sans précédent. Sa configuration géographique exceptionnelle structure les flux commerciaux, énergétiques et militaires mondiaux : elle s'ouvre sur l'océan Atlantique par le détroit de Gibraltar, vers la mer Noire par le Bosphore, et vers l'océan Indien par le canal de Suez. Ces trois passages vitaux confèrent à la Méditerranée une centralité géostratégique incontournable, renforcée par sa proximité avec plusieurs zones de crise, qui facilite les ambitions politiques régionales et alimente les tentations de mainmise sur ses accès stratégiques.

La Méditerranée s'impose désormais comme une région de haute conflictualité, notamment au Moyen-Orient, où la conjonction de plusieurs bouleversements majeurs redéfinit l'architecture sécuritaire régionale. L'enlisement de la guerre en Ukraine, l'extension régionale du conflit à Gaza (accord de cessez-le-feu en octobre 2025) et la chute en décembre 2024 du régime syrien de Bachar al-Assad accélèrent la redéfinition des équilibres dans cet espace "crisogène".<sup>1</sup> Cette instabilité structurelle s'enracine dans la nature même de

<sup>1</sup> Martinet, Jean-Michel. « La Méditerranée, un espace crisogène ? », *Les Grands Dossiers de Diplomatie*, n° 68, Juin - Juillet 2022

cet espace hétérogène, composé d'une vingtaine de pays aux trajectoires historiques, aux régimes politiques et aux intérêts parfois divergents. S'y croisent diverses influences, émanant tant de pays riverains que de puissances extérieures, constituant autant de vecteurs de compétition et d'instabilité.

Cette transformation s'inscrit dans l'émergence d'un théâtre géopolitique multipolaire caractérisé par l'érosion partielle de l'influence euro-atlantique dans la région. Contrairement aux attentes suscitées par les processus d'intégration initiés dans les années 1990 (Processus de Barcelone de l'Union européenne ; Dialogue méditerranéen de l'OTAN; Partenariat méditerranéen pour la coopération de l'OSCE), les deux rives méditerranéennes ne se sont pas rapprochées. Elles se sont au contraire considérablement éloignées.

Le relatif « repli » occidental au Moyen-Orient et en Afrique a par ailleurs laissé vacants plusieurs espaces d'influence stratégiques aujourd'hui investis par des puissances unies par une volonté de remise en cause de l'architecture existante et de s'affirmer en tant qu'acteurs majeurs. **Dans ce contexte de recomposition géopolitique, dans quelle mesure l'activisme croissant de puissances concurrentes telles que la Russie, la Chine et la Turquie représente-t-il à la fois un enjeu sécuritaire et un facteur d'érosion de l'influence occidentale en mer Méditerranée ?**

## PARTIE I : UNE REGION QUI CATALYSE LES AMBITIONS RUSSES

### 1.1 Une mer dont Moscou veut conserver l'accès

Depuis les années 2000, et notamment suite aux printemps arabes et à l'essor du terrorisme, la Russie réinvestit activement la Méditerranée, tant militairement que diplomatiquement. Elle cherche à s'imposer comme puissance globale, à **contrecarrer la présence occidentale**, et à défendre ses intérêts stratégiques. Cette présence s'inscrit dans une projection de puissance séculaire : dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, les tsars cherchaient déjà à établir un accès permanent aux « mers chaudes » méditerranéennes, tandis que l'URSS y déployait sa 5<sup>e</sup> *Eskadra* pour contrer l'influence américaine et soutenir les régimes arabes progressistes.

Ce regain d'activité s'inscrit dans une longue tradition qui considère toujours l'accès durable à la Méditerranée comme un pilier de sa politique étrangère, face à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Dans ce contexte, la Russie diversifie ses partenaires (acteurs étatiques et non étatiques) et sa présence (économique, militaire, énergétique) en mer Méditerranée.

#### 1.1.1 Former un glacis en Méditerranée orientale

L'intérêt russe pour la Méditerranée puise ses racines dans une contrainte géographique : enclavée, la Russie n'a accès qu'aux eaux glacées de l'Arctique, impraticables une grande partie de l'année. Dans ce contexte géographique contraignant, la Méditerranée, accessible par la mer Noire puis les détroits du Bosphore et des Dardanelles contrôlés par la Turquie, représente la voie d'accès la plus évidente vers les « eaux chaudes » et, plus largement, vers le monde extérieur. Cette quête des eaux chaudes incarne un *leitmotiv* de la politique étrangère russe depuis l'époque tsariste<sup>2</sup> et soviétique<sup>3</sup> et nourrit ses ambitions de grandeur, de sécurité et d'ouverture stratégique sur les mers du Sud.

La formation d'un glacis protecteur en Méditerranée puise son fondement dans les représentations géostratégiques russes marquées par un **complexe obsidional**<sup>4</sup> profondément ancré dans la culture politique du pays. Cette mentalité d'assiégé (*siege mentality*)<sup>5</sup>, héritée des invasions mongoles, napoléoniennes et nazies, façonne durablement la perception russe des relations internationales selon un prisme défensif permanent<sup>6</sup>. Moscou interprète systématiquement les actions de ses adversaires comme autant de tentatives

2 Guerre de Crimée (1853-1856), menée contre l'Empire ottoman pour le contrôle des détroits

3 Intervention auprès de l'Égypte lors de la crise de Suez (1956)

4 Minic, Dimitri. *Pensée et culture stratégiques russes*, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2023

5 Snegovaya, Maria, *The reluctant consensus. War and Russia's public opinion*, Atlantic Council, 2024

6 Oxford Analitica, *Russian security strategy reflects siege mentality*, 2021

d'encerclement<sup>7</sup>, ce qui pousse la Russie à multiplier les contre-mesures préventives. Ainsi, l'élargissement de l'Union européenne et encore plus de l'OTAN depuis la fin de la Guerre froide est considéré par Moscou comme un moyen délibéré par les Occidentaux d'affaiblir la Russie dans son ancien pré carré. L'extension de la présence occidentale dans son environnement stratégique est ainsi perçue par la Russie comme une menace, que Vladimir Poutine qualifie d'« *opération montée contre la Russie en violation des engagements antérieurs* »<sup>8</sup>.

Le complexe obsidional russe<sup>9</sup> transforme ainsi la Méditerranée en un théâtre où chaque position acquise constitue un rempart contre l'encerclement perçu. C'est pourquoi l'une des stratégies russes consiste à maintenir une posture active à proximité des bases de l'OTAN afin d'exercer une pression constante<sup>10</sup> et à développer des partenariats avec tous les acteurs susceptibles de contrarier l'hégémonie occidentale dans la région. Dans cette logique d'équilibre des puissances, Moscou s'allie indifféremment avec des régimes autoritaires (Syrie, Égypte), des acteurs non étatiques (K. Haftar en Libye) ou des puissances régionales en quête d'autonomie (Turquie)<sup>11</sup>.

La Méditerranée devient ainsi un **laboratoire de la multipolarité**, où Moscou se positionne comme une alternative idéologique<sup>12</sup> face à un Occident aux valeurs « décadentes », un partenaire crédible tant sur des questions énergétiques, commerciales que de défense.

### 1.1.2 Une posture défensive, dissuasive et économique

La Russie a privilégié le recours à la **puissance militaire comme principal instrument** de défense de ses intérêts en Méditerranée, dans le but de réaffirmer sa présence au sein d'un espace régional dont elle avait été marginalisée à la suite de la guerre du Golfe de 1991<sup>13</sup>.

La stratégie russe d'implantation militaire repose sur l'acquisition de bases permanentes afin de permettre une interopérabilité et une projection régionale des forces navales et aériennes russes. Ces bases constituent des centres de commandement, équipés de systèmes de défense avancés capables de créer une « bulle » anti-accès (stratégie A2/AD), en grande partie grâce aux systèmes de défense S-300, S-400, aux batteries Bastion et aux sous-marins Kilo. Ce dispositif participe à la militarisation de la Méditerranée orientale. L'objectif de ce déploiement repose tant sur le pouvoir de coercition que sur le pouvoir de dissuasion. Cette stratégie vise à entraver la capacité des Occidentaux à exercer un contrôle efficace sur les axes maritimes vitaux, tels que les routes commerciales, les flux énergétiques et les enjeux liés à la gestion des migrations.

En Méditerranée, la Russie s'investit également sur des volets stratégiques, notamment énergétiques et agricoles. Cela permet à Moscou de créer des relations de dépendance durables, comme l'illustre la coopération énergétique avec la Turquie (*TurkStream*), membre de l'OTAN qui reste tributaire des importations de gaz russe et qui s'oppose aux sanctions occidentales sur le gaz russe, ou encore avec le Maroc, un allié non historique de Moscou qui a triplé ses importations agricoles russes en 2024, malgré les sanctions internationales.

Cependant, ces succès demeurent ponctuels et **ne compensent pas les déficiences de l'économie russe**, notamment face à la concurrence occidentale ou chinoise dans la région, une réalité aggravée depuis 2022. En effet, ces outils se révèlent d'une utilité limitée car ils ne sont pas soutenus par les instruments traditionnels de la diplomatie économique : le commerce bilatéral de la Russie avec la plupart des pays méditerranéens

7 Zevelev Igor. "NATO's Enlargement and Russian Perceptions of Eurasian Political Frontiers, George Marshall European Center for Security Studies, NATO

8 Discours de Vladimir Poutine, conférence de Munich, 2007

9 Aubin, Lukas, *Géopolitique de la Russie*, La Découverte. « Repères », 2022

10 Pierini, Marc, *Russia's Posture in the Mediterranean: Implications for NATO and Europe*, Carnegie, Juin 2021

11 Kortunov, Andrey. "Russia in the Eastern Mediterranean: The Art of Balancing", *Modern Diplomacy*, 2021. URL : <https://moderndiplomacy.eu/2021/12/27/russia-in-the-eastern-mediterranean-the-art-of-balancing/> (consulté le 27/10/2025)

12 Laruelle, Marlène. "Dés-occidentaliser le monde : la doctrine Karaganov", *Le Grand Continent*, 20 avril 2024. URL: <https://legrandcontinent.eu/fr/2024/04/20/desoccidentaliser-la-majorite-mondiale-la-doctrine-karaganov/> (consulté le 27/10/2025)

13 Marangé, Céline ; Pina, Carine. *Les ambitions de la Russie et de la Chine en Méditerranée*, IRSEM, Etude n°120, 2024



individuels est faible, tout comme ses investissements directs étrangers (IDE) ou son aide au développement<sup>14</sup>. Depuis 2022, la militarisation de l'économie russe<sup>15</sup> a réduit drastiquement les ressources disponibles pour les instruments économiques traditionnels de politique étrangère. Dès lors, l'agression de l'Ukraine a paradoxalement révélé à la fois la puissance et les limites du dispositif militaire russe en Méditerranée.

Symbole de l'influence soviétique en Méditerranée durant plus de trente ans, la 5<sup>e</sup> escadre a été dissoute en 1992. Après s'être retirée de cette zone stratégique suite à l'effondrement de l'URSS et au manque de ressources, la Russie y a restauré une présence navale permanente en 2013<sup>16</sup>. Suite à la guerre en Ukraine, cette *task force* est désormais mobilisée en priorité pour le front ukrainien, réduisant d'autant les capacités de projection russe vers le flanc Sud. Une situation qui fragilise son *hard power* dans la région et révèle les limites capacitaires de son potentiel naval et donc de ses ambitions de grande puissance. Face aux sanctions internationales émises en 2014 et renforcées depuis 2022 ayant pour objectif d'isoler économiquement et politiquement la Russie, cette dernière peine à soutenir une politique étrangère globale face aux contraintes budgétaires, démographiques et technologiques qui affectent son complexe militaro-industriel.

### 1.1.3 Guerre hybride

Depuis 2014, la doctrine militaire russe a érigé la guerre informationnelle en priorité stratégique majeure, la consacrant comme dimension cardinale des conflits militaires contemporains<sup>17</sup>, en Méditerranée comme en Europe ou en Afrique notamment. Cette mutation doctrinale s'articule autour d'une conception de l'hybridité qui articule « *opérations conventionnelles et non-conventionnelles, régulières et irrégulières* », inaugurant ainsi un nouveau paradigme. L'intégration de la guerre informationnelle dans l'arsenal du Kremlin lui a permis de développer une réponse à la fois asymétrique et systémique face aux puissances occidentales.

Cette stratégie repose sur l'exploitation d'opérations « sous le seuil »<sup>18</sup>. Ce concept désigne une zone grise située entre les actions secrètes et les actions manifestes; un espace d'opérations niables où les preuves sont généralement insuffisantes pour établir un cas public ou juridique de culpabilité. Bien que la guerre hybride et les opérations "sous le seuil" partagent de nombreux objectifs communs et incluent un large éventail d'activités (espionnage, cyberattaques, sabotage, campagnes de désinformation, manipulation financière, etc.), il convient de distinguer deux catégories d'opérations. Il y a, d'une part, les opérations qui s'inscrivent dans le cadre d'un conflit considéré par Moscou comme existentiel, comme celui en l'Ukraine, et d'autre part, celles qui se déploient en dehors d'un contexte de conflit militaire direct. Dans cette panoplie d'actions sous le seuil, les opérations d'influence ont acquis une place centrale. Elles se manifestent à tous les stades de la conflictualité : de la simple compétition à l'affrontement direct, en passant par la phase de contestation<sup>19</sup>. Si ces actions ne permettent pas d'obtenir des victoires décisives immédiates, elles génèrent néanmoins une palette d'effets qui, cumulés, créent une saturation et ralentissent la capacité à réagir efficacement<sup>20</sup>.

14 OCDE, Positions d'IDE sortant par pays partenaire, URL : <https://www.oecd.org/fr/data/indicators/outward-fdi-stocks-by-partner-country.html>

15 Cooper, Julian. *Preparing for a Fourth Year of War: Military Spending in Russia's Budget for 2025*, SIPRI, Avril 2025

16 Marangé, Céline ; Pina, Carine. *op.cit.*

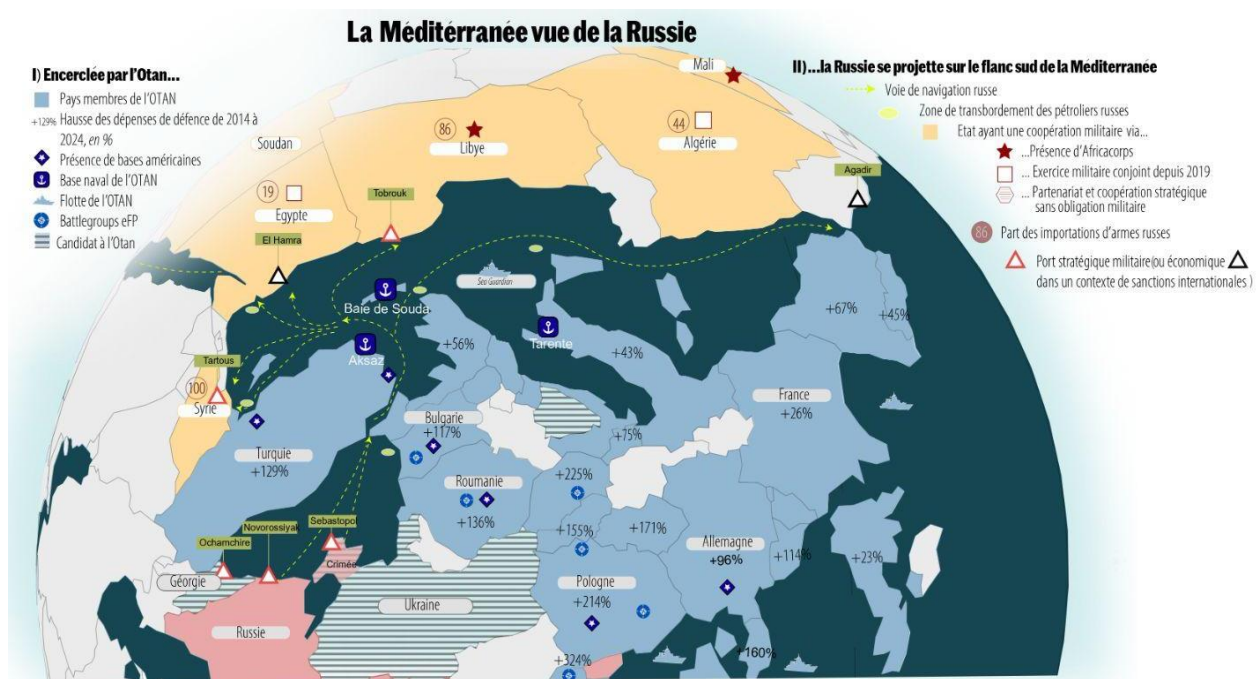
17 Dugoin-Clément, Christine. *Géopolitique de l'ingérence russe : la stratégie du chaos*, PUF, 2025

18 Dossé, Stéphane. « Les opérations sous le seuil, outil primordial de la compétition stratégique », *Cahiers de la RDN*, juillet 2020 ; URL <https://www.defnat.com/e-RDN/vue-article-cahier.php?article=236>

19 *Ibid*

20 Dugoin-Clément, Christine. *op. cit.*

Cette approche permet aux opérations russes d'**affaiblir et de diviser sans pour autant déclencher les mécanismes de défense collective** d'une alliance telle que l'OTAN<sup>21</sup>. Cette stratégie se déploie à travers une série de mesures soigneusement orchestrées, conçues pour exploiter les vulnérabilités politiques, sociales et économiques des pays ciblés. Ces dernières années, ces efforts ont touché l'ensemble des domaines critiques, des institutions démocratiques aux infrastructures stratégiques.



Crédit : BEM/I. Debouzza, octobre 2025

## 1.2 Adapter son dispositif en Méditerranée orientale

### 1.2.1 L'après Bachar-al Assad, quid du dispositif russe en Syrie ?

La chute du régime de Bachar al-Assad en décembre 2024 incarne indéniablement le revers géopolitique le plus significatif subi par Moscou depuis son établissement en Méditerranée. La destitution de Bachar al-Assad, survenue après près d'une décennie de soutien militaire au régime syrien a remis en question ses principales facilités militaires en Méditerranée : Tartous pour sa marine et Hmeimim pour son aviation. Ces installations ne constituent pas seulement des facilités ponctuelles de projection, mais de véritables centres de commandement pour les opérations aériennes et navales russes dans l'ensemble du bassin méditerranéen. Leur position géographique permettait à Moscou de contrôler les principales routes maritimes reliant l'Europe à l'Asie et à l'Afrique, ainsi que de se projeter sur l'ensemble de la Méditerranée orientale. L'évacuation précipitée qui s'ensuit vers la Libye témoigne de l'urgence de cette redistribution logistique<sup>22</sup>. **Face à ce revers majeur, la diplomatie russe déploie rapidement une stratégie d'adaptation** visant à préserver autant que possible ses intérêts en Syrie.

Alors que le groupe rebelle islamiste Hayat Tahrir al-Cham (HTS) était précédemment désigné comme organisation terroriste par Moscou, la Russie engage désormais un dialogue direct avec ses dirigeants une fois ceux-ci parvenus au pouvoir, comme en témoigne la rencontre entre Vladimir Poutine et son homologue syrien, Ahmed al-Sharaa le 15 octobre 2025 (précédée par des discussions à Damas le 2 octobre entre des

<sup>21</sup> Article 5 de l'OTAN

<sup>22</sup> Bobin, Frédéric ; Eydoux, Thomas. "Après sa déconvenue syrienne, la Russie consolide son implantation en Libye", *Le Monde*, 11 Février 2025

responsables de la défense syrienne et russe). Cette première rencontre depuis la destitution d'Assad témoigne d'une reconfiguration profonde des rapports russo-syriens. Ahmed Al-Sharaa souhaite rompre avec la subordination syrienne envers la Russie qui caractérisait l'ère précédente et ambitionne de « *redéfinir* »<sup>23</sup> ces liens sur des bases plus équilibrées, tout en honorant les engagements antérieurs<sup>24</sup>.

Cette approche, bien qu'elle fasse évoluer le statut de la Russie **d'une puissance tutélaire à un partenaire certes important mais non-exclusif**, au sein d'une constellation d'influences concurrentes (Turquie, Émirats arabes unies, États-Unis)<sup>25</sup>, permet pour l'heure à Moscou de maintenir ses installations militaires stratégiques<sup>26</sup>. Malgré une volonté d'émancipation et une réorientation diplomatique vers l'Occident (*cf.* la rencontre Trump - Al-Sharaa à Washington début novembre 2025), Moscou demeure pour la Syrie un partenaire essentiel sur les plans militaire, diplomatique et économique, assurant même jusqu'ici l'impression de sa monnaie<sup>27</sup>. Ce rapprochement prudent avec Moscou vise également à contenir la « menace israélienne » perçue par Damas. Depuis décembre 2024, Israël occupe des portions du Sud syrien et multiplie les frappes, dont le bombardement du ministère de la Défense syrien en juillet 2025<sup>28</sup>.

*In fine*, cette normalisation permettra vraisemblablement à la Russie de préserver ainsi une influence en Méditerranée orientale en conservant une présence *a minima* sur ses deux bases syriennes, bien qu'elle ne retrouvera pas son statut de partenaire unique et privilégié.

### 1.2.2 La Libye, nouveau pivot de la stratégie russe en Méditerranée ?

Dans ce contexte, se pose la question d'une reconfiguration des facilités russes en Méditerranée orientale. La Libye s'impose progressivement comme un nouveau centre de gravité de la stratégie russe en Méditerranée. Cette transition s'appuie sur un partenariat établi dès 2019 par l'envoi de mercenaires : V. Poutine soutient en effet le maréchal Khalifa Haftar (Armée nationale libyenne - ANL), principal adversaire du Gouvernement d'accord national (GAN) parrainé par l'ONU et soutenu par la Turquie. Ce partenariat combine livraison d'équipements militaires russes et présence de forces paramilitaires (Africa Corps, anciennement Wagner), créant un dispositif d'influence politico-militaire. Ainsi, les Russes souhaitent se structurer militairement autour d'un réseau de bases établies dans des localités stratégiquement choisies : Derna, Syrte, Tobrouk, Sebha et Maaten al-Sarra. Ces implantations visent à établir une architecture de sécurité russe « post-Wagner » en Afrique du Nord et au Sahel<sup>29</sup>.

Le développement de la **présence russe en Libye est un facteur de vulnérabilité pour l'OTAN et l'Union européenne** qui doivent contrer l'influence croissante du Kremlin au plus proche de leurs frontières. De plus, alors que les forces occidentales se retirent du Sahel, l'implication russe croissante compromet les efforts diplomatiques et militaires déployés pour stabiliser la région. Le contrôle des routes d'approvisionnement critiques et l'accès aux richesses du Sahel, notamment l'or et l'uranium, peuvent servir à renforcer considérablement l'effet de levier stratégique et économique de Moscou. Enfin, cette réorientation vers la Libye, plaque tournante des migrations illégales, donne potentiellement à la Russie un levier de pression

<sup>23</sup> AFP, "Syrian leader seeks reset in Russia relations in Putin meeting", *France 24*, 15 octobre 2025. URL : <https://www.france24.com/en/live-news/20251015-syrian-leader-seeks-reset-in-russia-relations-in-putin-meeting> (consulté le 27/10/2025)

<sup>24</sup> Soldatkin, Vladimir; Osborn, Andrew; Al-Khalidi Suleiman. "Syria's Sharaa tells Putin at Kremlin meeting he will respect all past deals with Moscow", *Al-Monitor*, 15 octobre 2025. URL : <https://www.al-monitor.com/originals/2025/10/syrias-sharaa-tells-putin-kremlin-meeting-he-will-respect-all-past-deals-moscow> (consulté le 27/10/2025)

<sup>25</sup> Avdaliani, Emil. "Russia Keeps a Foothold in Post-Assad Syria", *Stimson*, 21 octobre 2025. URL : <https://www.stimson.org/2025/russia-keeps-a-foothold-in-post-assad-syria/> (consulté le 27/10/2025)

<sup>26</sup> *Ibid supra*

<sup>27</sup> *RUSSIA'S PIVOT TO ASIA*. "Russia To Print New Syrian Banknotes", 25 août 2025, URL : <https://russiaspivottoasia.com/russia-to-print-new-syrian-banknotes/> (consulté le 27/10/2025)

<sup>28</sup> Bouvier, Emile. "Frappes d'Israël, affrontements impliquant la nouvelle armée syrienne, des milices druzes, des combattants bédouins... Que s'est-il passé dans le sud de la Syrie?", *Les clés du Moyen Orient*, 2025. URL : <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Frappes-d-Israel-affrontements-impliquant-la-nouvelle-armee-syrienne-des.html> (consulté le 27/10/2025)

<sup>29</sup> McGregor, Andrew. "Russia Increasing Military Presence in Africa by Reviving Desert Airbase in the Libyan Sahara", *Eurasia Daily Monitor*, volume: 22,n°54, avril 2025



supplémentaire contre l'Europe. La perturbation potentielle de ces flux migratoires peut constituer une forme de coercition indirecte particulièrement efficace dans le contexte politique européen actuel, marqué par les tensions persistantes autour des questions d'immigration.

## 2 | LA CHINE TISSE SA TOILE EN MEDITERRANEE

Bien que l'espace méditerranéen ne constitue pas un théâtre prioritaire dans l'architecture stratégique globale de la Chine (contrairement à l'Indo-Pacifique où Pékin déploie une posture bien plus coercitive), cette région revêt néanmoins une importance croissante dans la projection d'influence chinoise. Cette évolution stratégique s'inscrit dans la continuité de la politique du *going out* initiée en 1999, qui marquait une transition fondamentale du modèle de développement chinois : d'une économie dépendante des investissements directs étrangers vers une stratégie d'expansion fondée sur l'investissement extérieur, privilégiant un développement axé sur les infrastructures, véritable colonne vertébrale du miracle économique chinois.

Conceptualisée initialement sous l'appellation « One Belt, One Road » (OBOR) en 2013 puis reformulée en 2015 « Belt and Road Initiative » (BRI - Nouvelles Routes de la soie), la stratégie d'expansion chinoise inclut davantage le bassin méditerranéen ainsi que les pays et régions adjacents. L'importance géostratégique de la Méditerranée s'explique par sa position de carrefour entre l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient, constituant le segment maritime terminal de la BRI vers le **marché européen, premier partenaire commercial de Pékin**. Cette destination revêt une importance critique pour les exportations chinoises, d'autant que les administrations américaines successives ont entrepris de limiter les importations chinoises par diverses mesures protectionnistes encore renforcées depuis l'arrivée de D. Trump à la Maison Blanche en janvier 2025.

### 2.1 Les infrastructures comme vecteur d'influence : investir pour s'imposer

La stratégie chinoise en Méditerranée ne résulte ainsi ni de logiques militaires ni d'ambitions territoriales directes, elle vise plutôt l'établissement d'un accès privilégié aux marchés européens. L'Union européenne (UE) est avec l'ASEAN<sup>30</sup> le principal client de la Chine en valeur avec des exportations chinoises vers l'UE chiffrées à 501,2 milliards de dollars en 2023<sup>31</sup>, ce qui rend cet accès crucial pour les exportations et, par extension, la stabilité économique chinoises.

#### 2.1.1 La mainmise sur le réseau portuaire méditerranéen

Le projet chinois en Méditerranée s'articule autour d'un levier central : **l'acquisition progressive d'infrastructures portuaires stratégiques**, s'inscrivant pleinement dans l'architecture de la BRI. Cette démarche poursuit un double objectif : la sécurisation des corridors logistiques européens et l'établissement d'une emprise commerciale durable aux implications stratégiques majeures.

L'Union européenne présente des caractéristiques particulièrement favorables aux investissements chinois : ses économies avancées et complexes, caractérisées par une forte propension à l'importation, constituent le plus vaste marché ouvert mondial. Plus significativement, ce marché fonctionne selon une gouvernance fragmentée, une configuration particulièrement adaptée aux préférences stratégiques chinoises qui privilégient les relations avec des entités économiques plus faibles plutôt qu'avec une puissance hégémonique unique, à l'instar du gouvernement américain. L'autorité de Bruxelles est contrainte par la coexistence de vingt-sept entités nationales défendant leurs prérogatives respectives.

La Chine parvient à prendre le contrôle des ports méditerranéens à travers des investissements directs. Le port du Pirée constitue l'archétype de cette stratégie d'influence par l'investissement. Premier port

30 Tristan Gaudiaut, "Qui sont les principaux partenaires commerciaux de la Chine ?", *Statista*, 6 mai 2024. URL : <https://fr.statista.com/infographie/30955/principaux-partenaires-commerciaux-chine-exportations/> (consulté le 27/10/2025)

31 *Ibid*

méditerranéen, le port du Pirée constitue le plus important terminal à conteneurs contrôlé par des capitaux chinois en dehors de la Chine et de Hong Kong. La compagnie Cosco, qui s'est implantée en 2009 durant la crise économique grecque, en a pris le contrôle majoritaire en 2016. Elle possède désormais 67 % du capital et assure la gestion complète des opérations portuaires, traitant 7,2 millions de conteneurs annuellement<sup>32</sup>. Connecté par voie ferroviaire à l'Europe centrale via Trieste, le Pirée s'est imposé comme l'un des hubs continentaux les plus dynamiques.

Dix ans après l'annonce de son projet des Nouvelles Routes de la soie, la Chine a étendu son projet portuaire sur un vaste espace géographique. Cette expansion qui visait sur des ports à haut intérêt stratégique s'est heurté à des réticences ou des retraits (cf. l'Italie avec Venise fin 2023). Ce fut le cas même dans des pays proches de la Chine, par exemple pour le projet portuaire à Cherchell en Algérie, repris en 2025 par le français CMA CGM. En Israël, l'attribution à une compagnie chinoise d'un appel d'offres concernant la gestion du port d'Haïfa pour une durée de 25 ans avait d'abord été perçue comme un moyen de renforcer la compétitivité du site. Toutefois, la proximité de cette installation avec un port de la marine israélienne que la 6<sup>e</sup> flotte américaine opérant en Méditerranée utilise également, a soulevé des préoccupations, notamment la possibilité que les navires américains n'y accostent plus. Suite aux pressions américaines, c'est finalement l'Inde qui a remplacé en 2023 la Chine dans la privatisation du port d'Haïfa avec le groupe Adani.

Cette présence de Pékin n'est pas sans risque. Les ports sous contrôle d'entreprises publiques chinoises (State-Owned Enterprises - SOEs) sont en effet, en vertu de la législation de ce pays, tenus de fournir un soutien logistique aux forces armées chinoises sur demande<sup>33</sup>, révélant ainsi la dimension à **double usage potentiel de ces infrastructures civiles**. Dès lors, le risque d'une dérive vers des logiques politico-militaires (notamment par le déploiement de moyens navals ou l'exportation d'équipements militaires vers les partenaires méditerranéens) alimente les débats sur l'autonomie logistique européenne. Cette montée en puissance chinoise suscite des préoccupations croissantes au sein de l'Union européenne et les travaux prospectifs du Livre blanc sur la défense européenne et le plan « ReArm Europe » (horizon 2030) annoncé en mars 2025 témoignent de ces inquiétudes institutionnelles, préconisant un renforcement du contrôle de l'UE sur la propriété étrangère des infrastructures critiques.

### 2.1.2 Les câbles sous-marins

Parallèlement à sa stratégie portuaire, la Chine développe un réseau étendu de câbles sous-marins, infrastructure fondamentale pour les communications globales dans la mesure où les câbles assurent le transit de plus de 98 % des flux de données mondiales. L'ambition chinoise vise à contrôler jusqu'à 60 % du marché mondial. Elle est présente en Méditerranée depuis 2009 avec l'installation et la livraison du câble sous-marin « Hannibal » reliant la Tunisie à l'Italie et s'est consolidée avec d'autres projets majeurs, notamment la fourniture du câble « PEACE MED » connectant Marseille à l'Égypte en 2021, segment intégré à la Route de la Soie numérique.

Les câbles sous-marins représentent des vecteurs de vulnérabilité stratégique, susceptibles d'être instrumentalisés à des fins d'espionnage ou de sabotage. Dans un espace méditerranéen géostratégique, caractérisé par une interconnexion dense mais une fragmentation politique persistante, la prolifération de points d'accès numériques partiellement sous contrôle chinois soulève des interrogations fondamentales concernant la résilience des réseaux, la souveraineté des données et la continuité des communications critiques en cas de conflit. De ce fait, la dimension sécuritaire de l'expansion numérique chinoise soulève des préoccupations stratégiques majeures pour les puissances occidentales. L'implication croissante d'entreprises chinoises dans l'écosystème des communications sous-marines génère une vulnérabilité pour l'Europe. L'exploitation des positions d'opérateur acquises par les entreprises chinoises permet une collecte de flux

32 Banach, Clark; Gunter, Jacob. "Mapping China's global port network: on the backfoot in 2024, but still well entrenched", *MERICs*, Novembre 2024. URL : <https://merics.org/en/comment/mapping-chinas-global-port-network-backfoot-2024-still-well-entrenched>

33 Journal officiel de l'Union européenne, *Implications en matière de sécurité et de défense de l'influence de la Chine sur les infrastructures critiques dans l'Union européenne*, janvier 2024

informationnels. Une dimension qui revêt une acuité particulière au regard de l'Article 7 de la loi sur le renseignement national de la République populaire de Chine de 2017, qui **contraint l'ensemble des entités chinoises à collaborer aux activités de renseignement étatique**<sup>34</sup>, conférant ainsi au gouvernement chinois un accès légal aux données transitant par ces infrastructures.

## 2.2 Une présence qui se structure davantage sur le plan économique que militaire

### 2.2.1 La projection militaire chinoise en Méditerranée

La projection militaire de la Chine en Méditerranée ne peut être appréhendée de manière isolée, mais doit impérativement être analysée comme le prolongement naturel de sa présence économique, commerciale et logistique dans le bassin méditerranéen. Contrairement à ses zones d'intérêt immédiat en Indo-Pacifique, où elle dispose d'un dispositif naval considérable, **la Chine adopte en Méditerranée une approche progressive et mesurée**, caractérisée par des déploiements ponctuels bien que de plus en plus réguliers. Cette présence militaire encore modeste s'inscrit dans une logique stratégique cohérente qui articule *soft power* et capacités de projection, tout en évitant soigneusement toute confrontation directe avec l'architecture sécuritaire euro-atlantique.

L'inauguration en août 2017 de la première base navale et militaire chinoise hors de ses frontières, située à Djibouti, constitue un jalon majeur dans la stratégie de projection de Pékin. Ce déploiement peut être considéré comme le prélude à une présence navale renforcée en Méditerranée, bien que celle-ci se soit en réalité manifestée six ans plus tôt, au printemps 2011. La Chine mobilise le concept d'opérations militaires autres que la guerre (OMAG) pour intervenir dans des contextes de crise ou de stabilisation<sup>35</sup>. Dans le contexte des révoltes arabes et de la guerre civile libyenne, la Chine a mené sa première opération d'évacuation de ressortissants de grande ampleur en Méditerranée : la frégate *Liuzhou* a ainsi escorté des navires marchands ayant extrait 35 800 ressortissants chinois du territoire libyen<sup>36</sup>. Ces opérations OMAG, bien que présentées sous un angle purement humanitaire, révèlent la capacité de Pékin à projeter sa puissance navale dans des contextes de crise lointains.

Au-delà de ces opérations d'évacuation, la Chine a progressivement développé une présence navale plus structurée à travers des exercices militaires conjoints. Du 11 au 21 mai 2015, des unités navales chinoises et russes ont conduit les manœuvres « *Joint Sea 2015* » dans les eaux de la Méditerranée orientale, incluant des missions de défense maritime, d'escorte et de ravitaillement, ainsi que des exercices de tir réel visant à garantir la sécurité du transport maritime international. L'été 2017 a vu le retour de navires de guerre chinois en Méditerranée, cette fois-ci en direction de la mer Baltique pour participer à de nouvelles manœuvres combinées avec la marine russe. Plus récemment, la Chine a élargi son réseau de partenariats militaires en menant des exercices conjoints avec l'Algérie et, plus significativement, avec l'Égypte lors de l'opération « *Eagles of Civilization 2025* », conduite du 19 avril au 4 mai 2025. Ces manœuvres témoignent d'une volonté d'ancrage progressif dans l'espace méditerranéen à travers une diplomatie navale active.

Cette présence militaire accrue trouve également son origine dans des impératifs de sécurité maritime internationaux. Depuis la fin des années 2000, la Chine a été contrainte, à l'instar d'autres puissances, de stationner des unités navales dans les eaux de la mer d'Arabie et de l'océan Indien afin de protéger ses navires marchands et ceux affrétés par le Programme alimentaire mondial (PAM) contre les attaques de pirates somaliens. Cette présence prolongée dans la région a permis à la marine chinoise d'acquérir une expérience opérationnelle précieuse en matière de déploiements lointains et de ravitaillement en mer, compétences directement transférables à ses opérations en Méditerranée.

34 SÉNAT. *Rapport fait au nom de la commission d'enquête (1) sur l'utilisation du réseau social TikTok, son exploitation des données, sa stratégie d'influence*, p.63, n°831, 4 juillet 2023. URL : <https://www.senat.fr/rap/r22-831-1/r22-831-11.pdf> (consulté le 27/10/2025)

35 Pina, Carine Pina. *La Chine et les opérations militaires autres que la guerre (军队非战争军事行动) à l'étranger, quelles conséquences sur le dilemme de sécurité ?*, Etude n°115, IRSEM, Mars 2024

36 Ibid

L'évolution chinoise en Méditerranée s'inscrit pleinement dans l'application de l'un des « principes stratégiques de défense active » énoncés dans la stratégie militaire chinoise de 2015, qui privilégie la défense dans les mers proches tout en assurant la protection de ses intérêts multiformes dans les mers lointaines. L'approfondissement des relations bilatérales avec des acteurs clés de la région constitue un vecteur essentiel de cette projection progressive. Les accords de partenariat stratégique conclus avec plusieurs pays du Maghreb (Algérie, Égypte, Tunisie, Maroc) ainsi qu'avec l'Iran et la Turquie, offrent à la Chine des points d'appui diplomatiques et potentiellement logistiques pour étendre sa présence militaire.

2.2.2 S'imposer en partenaire indispensable

La Chine privilégie les instruments de coopération institutionnelle et économique pour étendre son emprise méditerranéenne. Sa stratégie repose sur l'édification d'un maillage multi-régional, orchestré autour de forums, de partenariats sectoriels et d'accords bilatéraux asymétriques.

Les importations de l'Union européenne ont ainsi augmenté de 592 % entre 2000 et 2024.

Tableau 1: Evolution de la relation commerciale UE-Chine

	2000 <sup>37</sup>	2024 <sup>38</sup>
UE-Chine exportations	26 milliards d'euros	213,2 milliards d'euros
UE-Chine importations	75 milliards d'euros	519 milliards d'euros

Les cadres institutionnels les plus emblématiques incluent le Forum sur la coopération sino-arabe (FOCAC) ainsi que le mécanisme « 16+1 » (désormais « 14+1 ») fédérant la Chine et les pays d'Europe centrale et orientale. S'y ajoute le Forum on Maritime Cooperation between China and Southern European Countries, révélateur de l'ambition explicite de Pékin de s'ancrer dans les réseaux euro-méditerranéens par le dialogue institutionnalisé. Ces différents forums aident à reconfigurer progressivement la gouvernance régionale en renforçant les dépendances économiques et technologiques à l'égard de la Chine. L'influence chinoise s'exerce également à travers une **politique énergétique opportuniste**, diversifiant ses approvisionnements dans les pays de la rive Sud de la Méditerranée. En Libye (notamment suite au FOCAC de septembre 2024) et en Algérie, elle développe des partenariats pour l'extraction du gaz naturel et la mise en place de centrales solaires, s'inscrivant ainsi dans une perspective de long terme au sein des stratégies de transition énergétique locales<sup>39</sup>. En mai 2015, plus de 30 accords énergétiques ont été conclus avec l'Égypte (d'une valeur de 1,8 milliard de dollars), incluant la production locale de véhicules électriques, le développement de réseaux intelligents, l'installation d'infrastructures de recharge et la coopération technologique dans les composants de batteries<sup>40</sup>.

Dans l'ensemble, la stratégie chinoise en Méditerranée repose donc moins sur la puissance militaire que sur une combinaison d'instruments économiques, diplomatiques et technologiques destinés à **ancrer durablement la présence chinoise dans l'architecture stratégique méditerranéenne**. En nouant des relations tant avec les États membres qu'avec les États non membres de l'UE, la Chine se positionne comme un partenaire flexible et pragmatique, affranchi des contraintes politiques ou normatives qui s'imposent aux pays de l'UE<sup>41</sup>.

37 DIRECTION GÉNÉRALE DES POLITIQUES EXTERNES. *Relation commerciale UE-Chine*, Parlement Européen, 2011. URL : [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/etudes/join/2011/433861/EXPO-INTA\\_ET\(2011\)433861\\_FR.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/etudes/join/2011/433861/EXPO-INTA_ET(2011)433861_FR.pdf) (consulté le 27/10/2025)

38 EUROSTAT. *Statistiques du commerce international de biens entre la Chine et l'UE*, Février 2025. URL: [https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=China-EU\\_-\\_international\\_trade\\_in\\_goods\\_statistics&action=statexp-seat&lang=fr](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=China-EU_-_international_trade_in_goods_statistics&action=statexp-seat&lang=fr) (consulté le 27/10/2025)

39 EKMAN, Alice. *La Chine en Méditerranée : une présence émergente*, IFRI, 2018

40 “Des accords énergétiques sino-égyptiens de \$1.8bn signés lors d’un sommet au Caire”, *EnergyNews*, 26 mai 2025

41 García-Herrero, Alicia. *China's Eastern Mediterranean ambitions: a challenge to Europe's strategic autonomy*, Bruegel, Juin 2025

Cette approche hybride, discrète mais structurée, permet à Pékin de contourner les lignes de confrontation directe tout en préparant le terrain à une influence stratégique de long terme, notamment face aux puissances euro-atlantiques traditionnellement dominantes dans la région.

### 3 | L'HYBRIDITE STRATEGIQUE TURQUE : ENTRE COOPERATION ET CONFRONTATION

#### 3.1 Les ambitions néo-ottomanes turques : retrouver une place centrale sur l'échiquier régional

##### 3.1.1 Une position géostratégique de verrou maritime

La configuration géographique de la Turquie, située au carrefour de trois espaces maritimes distincts (mer Noire, mer Égée et Méditerranée orientale), lui confère une centralité régionale. Cette position de "pont" naturel se matérialise par la maîtrise des détroits du Bosphore et des Dardanelles, régis par la Convention de Montreux de 1936, qui constituent les artères vitales reliant la mer Noire à la Méditerranée. La mainmise turque sur ces détroits est variable. La Turquie régule l'accès des navires de guerre étrangers en temps de paix, consolidant ainsi son autonomie stratégique. En situation de crise ou de tensions, elle peut restreindre ou suspendre le passage à travers les détroits, affectant notamment l'accès militaire russe<sup>42</sup> ou celui des États membres de l'OTAN<sup>43</sup>. La Convention est parfois utilisée comme un levier de politique étrangère, son application variant selon les intérêts turcs et le contexte géopolitique du moment<sup>44</sup>. Cette **maîtrise des « clés » des Détroits** procure à Ankara un levier stratégique non négligeable en matière de circulation maritime et de projection navale, transformant le territoire turc en verrou potentiel aux flux régionaux.

##### 3.1.2 En quête d'une hégémonie maritime, la Turquie est confrontée à ses limites structurelles

En tant que deuxième pays le plus peuplé du bassin méditerranéen, la Turquie s'est engagée dans un processus de renforcement capacitaire naval et commercial d'envergure, visant à consolider son statut de puissance régionale émergente. Cette montée en puissance se traduit par des indicateurs quantitatifs impressionnants : la marine turque occupe le 8<sup>e</sup> rang mondial et constitue la 5<sup>e</sup> flotte de l'OTAN en tonnage, mobilisant environ 45 000 marins<sup>45</sup>. Cette expansion s'articule autour d'une politique de modernisation technologique accélérée, symbolisée par la mise en service du porte-aéronefs léger TCG Anadolu, le développement de sous-marins de nouvelle génération de type Reis, et la généralisation progressive des systèmes de drones navals.

Bien réelle, cette montée en puissance navale doit cependant être relativisée au regard des équilibres géopolitiques régionaux. Face aux marines grecque, française ou italienne, appuyées par l'architecture de sécurité européenne et atlantique, les capacités turques, malgré leur développement, demeurent limitées pour prétendre à une véritable hégémonie maritime. Malgré ses ambitions, la Turquie demeure fondamentalement une puissance moyenne qui ne parvient pas à dominer pleinement son espace régional. Par ailleurs, des défis internes majeurs compromettent sa capacité de projection externe. La crise économique chronique, caractérisée par une inflation persistante et une dépréciation monétaire récurrente, limite drastiquement les ressources disponibles pour soutenir ses ambitions géopolitiques.

<sup>42</sup> Mongrenier, Jean-Sylvestre. *La Turquie, la mer Noire et les ramifications de la guerre en Ukraine*, Institut Thomas More, Février 2024. URL: <https://institut-thomas-more.org/2024/02/10/la-turquie-la-mer-noire-et-les-ramifications-de-la-guerre-en-ukraine/> (consulté le 27/10/2025)

<sup>43</sup> Carroué, Laurent. *Turquie - Le Déroit des Dardanelles : verrou stratégique entre mers Noire et Méditerranée*, CNES. URL: <https://cnes.fr/geoimage/turquie-detroit-dardanelles-verrou-strategique-entre-mers-noire-mediterranee> consulté le 27/10/2025)

<sup>44</sup> Médard, Thomas. *Le rôle de la Turquie dans la gestion des détroits du Bosphore et des Dardanelles*, GRIP, Décembre 2019. URL: <https://www.grip.org/le-role-de-la-turquie-dans-la-gestion-des-detroit-du-bosphore-et-des-dardanelles/> (consulté le 27/10/2025)

<sup>45</sup> Pappens, Mayeul, *La Marine turque : un atout pur l'OTAN ?*, Etude n°117, IRSEM, Juin 2024



**Tableau 2 : Les principales marines méditerranéennes (projection en 2028)**

	France	Espagne	Italie	Grèce	Turquie	Israël	Egypte	Algérie
Navires de 1er rang	25	19	22	18	36	14	21	21 ?
Tonnage (en milliers de tonnes)	222	135	165	60	130	25	105	65
Destroyers et frégates (>6000t)	10	10	12	-	1	-	3	-
Frégates (<6000t)	5	2	-	12	22	7	12	14
Sous-marins d'attaque	6	4	8	6	12	7	4	6

Source : FMES<sup>46</sup>

**Tableau 3 : Dépenses militaires des pays riverains membres de l'OTAN, en % du PIB**

Pays	Dépense en part du PIB
France	2,06 %
Italie	1,49 %
Espagne	1,28 %
Grèce	3,08 %
Turquie	2,09 %
Chypre	1,60 %
Croatie	1,81 %
Albanie	2,03 %
Malte	0,5 %
Monténégro	2,02 %

Source: SIPRI<sup>47</sup>

### 3.1.3 La doctrine Mavi Vatan

Cette quête hégémonique trouve sa conceptualisation théorique et son substrat idéologique dans l'affirmation de la doctrine de la *Mavi Vatan* (« Patrie Bleue ») pour désigner la zone d'influence maritime de la Turquie. Elle fut initialement conceptualisée en 2006 par des militaires anti-atlantistes et séculiers, « nationalistes » (*ulusalci*) et eurasistes<sup>48</sup>. Au départ, il s'agit d'un concept non officiel aux contours flous, qui désigne une **approche plus active de la défense des intérêts maritimes turcs**, notamment la souveraineté sur les eaux égéennes et méditerranéennes, l'éventuelle extension de la zone économique exclusive (ZEE) de la Turquie et, plus largement, la montée en puissance de ses capacités navales considérées comme fondamentales dans les enjeux stratégiques régionaux<sup>49</sup>. Bien qu'elle ne soit pas officiellement reconnue par l'État turc, cette doctrine joue toutefois un rôle structurant dans la manière dont la Turquie envisage sa projection maritime et les délimitations territoriales en Méditerranée.

En outre, après 2015, sous l'impulsion du président Erdoğan, cette doctrine intégrée dans les discours officiels a commencé à constituer le fondement de la stratégie militaire active de la Turquie dans les domaines maritimes<sup>50</sup> (en témoigne l'exercice militaire « Patrie Bleue » de 2019). Bien plus qu'une stratégie maritime, elle incarne une vision géopolitique globale, une projection qui s'appuie sur une lecture néo-ottomane de l'histoire régionale pour justifier une souveraineté élargie sur des zones maritimes qui dépasse largement les cadres établis par le droit international contemporain.

<sup>46</sup> Razoux, Pierre. *Le réarmement naval en Méditerranée*, FMES, juin 2023.

<sup>47</sup> SIPRI. *Military Expenditure Database*. URL : <https://milex.sipri.org/sipri> (consulté le 27 octobre 2025)

<sup>48</sup> « *Mavi Vatan* » versus la « *Profondeur Stratégique* » : une doctrine eurasiste pour remplacer une doctrine « néo-ottomaniste » ?, Observatoire de la Turquie., Décembre 2020 ; URL : <https://www.observatoireturquie.fr/mavi-vatan-versus-la-profondeur-strategique-une-doctrine-eurasiste-pour-remplacer-une-doctrine-neo-ottomaniste-2/> (consulté le 27/10/2025)

<sup>49</sup> *Ibid*

<sup>50</sup> Uzge, İlhan. *Mavi Vatan ve Türkiye'nin yeni güvenlik doktrini*, Gazette Duvar, Juin 2020

Cette approche doctrinale se matérialise par une contestation des zones économiques exclusives (ZEE) grecques et chypriotes. Dans cette logique de confrontation juridique, la Turquie cherche à s'assurer le contrôle d'espaces maritimes particulièrement riches en ressources naturelles<sup>51</sup> tout **en s'affranchissant délibérément des dispositions de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer** (CNUDM), traité auquel la Turquie demeure non signataire, notamment en raison de l'article 121 qui précise que les îles génèrent des zones maritimes complètes. Ce positionnement turc n'est pas fortuit : il traduit une volonté assumée de n'être pas contrainte par un cadre juridique international perçu comme défavorable à ses intérêts en mer Égée<sup>52</sup>.

### 3.2 Ankara structure une politique d'hinterland stratégique pour consolider sa position en Méditerranée

Au-delà de ses ambitions strictement maritimes, la Turquie s'appuie sur un triptyque d'instruments complémentaires qui vise à projeter son influence et à consolider un hinterland stratégique, articulant de manière cohérente les espaces de la mer Noire, de la Méditerranée orientale et centrale.

#### 3.2.1 Diplomatie offensive et exploitation stratégique des États faillis

La politique étrangère turque se caractérise par un **interventionnisme dans les zones de crise**, notamment en Méditerranée dans les « États faillis » comme la Libye et la Syrie.

En Libye, la Turquie est intervenue militairement à partir de 2019 en soutien au Gouvernement d'union nationale (GNA) reconnu internationalement. Cette intervention s'est traduite par l'envoi de troupes et de milices syriennes alliées, le déploiement de drones, ainsi que l'établissement d'installations militaires, les plus importantes se trouvant sur la base aérienne d'Al-Watiya reprise en mai 2020 par les forces du GNA avec l'appui décisif des drones turcs TB2 Bayraktar. Cependant, depuis juillet 2025, on observe un rapprochement diplomatique entre Ankara et le clan adverse, l'Armée nationale libyenne (ANL) dirigée par le maréchal Khalifa Haftar, qui contrôle de facto l'est du pays depuis 2014. Cette normalisation vise à faire ratifier par la Chambre des représentants, basée à Benghazi (ANL), l'accord maritime turco-libyen de 2019, celle-ci s'étant déclarée prête à une telle ratification en juin 2025. Cette évolution révèle néanmoins les contradictions inhérentes à la stratégie turque : en cherchant à ménager simultanément les factions rivales, Ankara risque de fragiliser ses positions acquises et de voir ses partenaires locaux remettre en question leurs engagements.

En Syrie, la Turquie soutient activement depuis 2011 la révolte de l'opposition syrienne (notamment le Conseil national syrien) contre le régime de Bachar al-Assad en fournissant un appui logistique et politique aux groupes rebelles. Ankara a consolidé ses positions dans le nord du pays, particulièrement autour du gouvernorat d'Idlib, selon une logique de profondeur défensive et d'ancrage territorial. Officiellement présentée comme une campagne de lutte contre les organisations kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et des Unités de protection du peuple (YPG), cette stratégie visait en réalité à imposer une zone tampon stratégique substantielle entre les frontières turques et les territoires contrôlés par les forces kurdes. Suite à la chute du régime de Bachar al-Assad en décembre 2024, la Turquie est rapidement intervenue dans la nouvelle donne politique syrienne et a affiché sa volonté de jouer un rôle central dans la reconstruction politique et économique du pays, notamment en vue d'encourager le retour progressif des réfugiés syriens<sup>53</sup>.

#### 3.2.2 Un membre perturbateur de l'OTAN ?

Membre de l'OTAN depuis 1952, la Turquie occupe une position singulière au sein de l'Alliance atlantique : **simultanément acteur stratégique incontournable** par sa géographie et ses capacités militaires, et **acteur perturbateur** par ses choix hétérodoxes, notamment depuis l'arrivée au pouvoir d'Erdoğan. Depuis le coup

51 La découverte en 2011 puis 2018 de nouveaux gisements gaziers en bordure de la ZEE de Chypre a provoqué une nouvelle phase de revendications par la Turquie et la République turque de Chypre du Nord.

52 Basset, Mehdi. « Les États tiers face à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer ». *La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*, DICE Éditions, 2024

53 Billion, Didier, *Turquie – Syrie : brève anatomie d'une relation compliquée*, IRIS, 27 janvier 2025

d'État manqué de 2016, la posture qu'adopte Ankara apparaît de plus en plus décalée par rapport à celle des autres Alliés<sup>54</sup>. Les exemples de cette posture disruptive sont nombreux : la Turquie a longtemps bloqué l'adhésion de la Suède à l'Alliance (finalement ratifiée au Parlement turc en janvier 2024), au prétexte que ce pays soutient les “*terroristes kurdes*” ; elle a aussi refusé de se joindre aux sanctions occidentales contre la Russie à la suite de son agression contre l'Ukraine en 2022, puis a contribué à contourner ces mesures ; elle a acheté des systèmes antiaériens russes S-400 au Kremlin, ce qui a poussé les Américains à l'exclure du programme militaire de chasseur F-35.

La Turquie est également accusée d'exercer une forme de « **monnayage** » **diplomatique**, capitalisant habilement sur les dépendances sécuritaires des autres membres de l'Alliance. Investie dans des crises transversales (gestion des flux migratoires, lutte contre le terrorisme djihadiste, sécurisation des corridors énergétiques), elle mobilise souvent ces leviers pour négocier des avantages bilatéraux ou multilatéraux<sup>55</sup>. Ankara développe ainsi une diplomatie de confrontation et de coopération qui défie les logiques traditionnelles d'alliance, une politique de volte-face stratégique compromettant toute prévisibilité. En témoigne sa position à la suite de l'invasion russe en Ukraine : la Turquie alterne coopérations ponctuelles avec Moscou (absence de sanctions et contournement des sanctions occidentales) et soutien à Kiev.

Bien que les rapports entre la Turquie et certains membres de l'OTAN se dégradent progressivement, la Turquie demeure un allié de taille pour le système défensif de l'Alliance, et réciproquement, alignant la deuxième armée en effectifs après celle des États-Unis. Elle met à disposition de l'OTAN un certain nombre de bases stratégiques, notamment Incirlik, qui héberge des armes nucléaires américaines servant à la dissuasion conduite par l'OTAN.

## CONCLUSION

Russie, Chine et Turquie convergent dans leur **volonté commune de « désoccidentalisation »** qui vise à contester l'ordre géopolitique établi en Méditerranée, bien qu'elles adoptent des modalités d'action distinctes. Elles déploient une approche multidimensionnelle combinant moyens militaires, économiques, technologiques et informationnels, dépassant les logiques traditionnelles de *hard power* pour investir les sphères du *soft power*. Qu'il s'agisse des mercenaires russes en Libye, des investissements chinois dans les ports méditerranéens ou de l'interventionnisme turc, les trois pays cherchent à s'enraciner durablement dans l'espace méditerranéen par des présences physiques pérennes.

Toutefois, Russie, Chine et Turquie développent des méthodes de projection différentes en fonction de leur contexte. La Russie, en guerre contre l'Ukraine depuis 2022, adopte une posture offensive qui vise à fragmenter la crédibilité occidentale tout en développant sa zone d'influence par des moyens hybrides et asymétriques. La Chine privilégie une stratégie d'intégration fondée sur la création de dépendances technologiques et économiques. Son approche favorise son ancrage dans les chaînes logistiques critiques régionales, évitant soigneusement la confrontation directe tout en s'imposant comme acteur incontournable. La Turquie quant à elle, adopte une position ambivalente entre appartenance atlantique et agenda national autonome, exploitant les contradictions inhérentes à son statut d'allié récalcitrant.

Cette triple présence génère des effets différenciés sur l'Alliance atlantique, contraignant l'OTAN et l'Union européenne à gérer simultanément un adversaire déclaré (Russie), un concurrent systémique (Chine) et un allié imprévisible (Turquie). Même si Washington et l'UE conservent pour l'heure dans cette zone une nette supériorité militaro-économique, l'interaction de ces trois stratégies révèle ainsi une mutation structurelle de l'espace méditerranéen qui cesse progressivement d'être la « *mer mère* » des Occidentaux pour devenir un espace de compétition multipolaire.

---

54 Rittimann, Olivier. “Turquie et OTAN : des contradictions visibles et insolubles”, *Le Rubicon*, Mars 2024

55 “L'OTAN face au chantage turc”, *Le Monde*, 27 juin 2022, URL: [https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/06/27/l-otan-face-au-chantage-turc\\_6132230\\_3](https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/06/27/l-otan-face-au-chantage-turc_6132230_3) (consulté le 25/10/2025)